

chap 4 :Le Rôle de l'état
dans l'écoIntro :

Le rôle de l'état a ~~per~~ développé dans les pays riches ou ceux de zone, à partir des années 30 et surtout après 45

⇒ Etat providence (en particulier en Europe)
sur 3 axes

- protection social (rése) (chap sur les revend)
- Secteur public important
Entreprise nationalisée.
- Politique économique conjoncturelle.

Les modalités d'intervention publique et leur degré sont très variable selon les pays, l'intervention de l'état est très débattu par les économistes.

Depuis 20 ans le rôle de l'état dans l'économie tend à évoluer notamment du fait de la mondialisation critique sur l'état providence et retour au libéralisme

I Objectif et instrument de l'intervention de l'état dans l'économie.

Dans une éco. de marché, d'après les libéraux, l'intervention de l'état serait inutile (autarégulation) en réalité, l'autarégulation reste à nuancer.

La politique économique de l'état est

les grands objectifs

- assurer la croissance éco ($\uparrow$ PNB)
- assurer le plein emploi (chômage)
- assurer la maîtrise des prix (lutte contre l'inflation)
- assurer l'équilibre des échanges extérieurs.

La situation idéal serait de réaliser les 4 objectifs en même temps. En réalité très difficile d'obtenir les 4 en même temps, car certains sont contradictoires.

exemple: * la croissance économique est assurée.

objectif 1 atteint

$\Rightarrow$ * création d'emploi $\rightarrow$ chômage
objectif 2 en augmentation:

$\Rightarrow$ * Risque d'inflation.

objectif 3 pas atteint

car $\uparrow$ demande $\Rightarrow \uparrow$ Prix.

$\uparrow C^o$ et $\uparrow$ Investissement.

• $\uparrow$ coût des entreprises $\Rightarrow \uparrow$ Prix

$\Rightarrow$ * Risque de déséquilibre des échanges extérieurs
objectif 4 pas atteint,

exp: inflation risque de faire
imp: $\uparrow$ car C^o et $I \uparrow$
acheté à l'étranger si inflation
plus faible.

Pour la France en 2001

- croissance 2% (moyen) (3,3% en 2000)
- emploi : objectif pas atteint
point négatif
mais amélioration.
- inflation : objectif atteint $< 2\%$
petit dérapage avec l'euro.
- objectif 4 atteint depuis 93
balance commerciale excédentaire.
? en 2001

Pour atteindre ces objectifs l'état dispose de plusieurs instruments.

$\Rightarrow$ politique budgétaire
politique monétaire.

- la politique budgétaire consiste à contrôler
dépense et recette de l'état pour assurer
l'activité économique.
la politique
dépense : on le... à l'emploi...
à la consommation...
recette : $\uparrow$ en $\downarrow$ PO

- la politique monétaire a intervenu sur
la quantité de monnaie en circulation.
(taux d'intérêt) joue sur le crédit.
("policy mix") mélange politique budgétaire
et monétaire.

pour l'Europe évolution importante depuis quelques années.
Depuis la création de l'euro en 99, c'est la
Banque Central Européen (BCE) qui est chargée
de la politique monétaire pour les 12 pays. (- RU, DK, etc.)
la politique monétaire échappe au gouvernement.

Aujourd'hui en Europe les gouvernements ne disposent
plus que de la politique budgétaire.

marge de manœuvre plus réduite.

Et depuis Maastricht le déficit budgétaire
doit pas être supérieur à 3% du PMB

Actuellement avec le ralentissement de la croissance
cette réduction des marges de manœuvre peut poser pb
cela limite la possibilité de relance de l'économie.

les politiques économiques de l'état sont parfois
structurel ou conjoncturel.
(long terme) (court terme)

II Le Budget de l'Etat

Tous les ans à l'automne le gouvernement
dépose au parlement le projet de loi de finance
pour l'année suivante.

Dans la théorie libérale, le budget doit être
équilibré, ni déficit, ni excédent.

Dans la pratique, la majorité des états occidentaux
ou en tendance à creuser leur déficit
budgétaire. au cours des 30 dernières années
la plus part des états sont endettés. (du moins)
cela veut dire qu'il y a des états assez interventionnistes

Pour la France, le budget s'élève à
316 M € de dépense prévue $\approx$ 2000 M Fr
(projet 2002)
286 M € de recette prévue $\approx$ 1880 M Fr

1) les recettes

- TVA 40% $\approx$ 110 M €
- Impôts sur le revenu 15%
- Impôts sur les sociétés 14%
- Taxe sur le produit pétrolier 8%
- Autre Impôts et taxes 8%
- Recette non fiscale 10%

Rq : les contributions sociales n'entrent pas dans le budget de l'état, elle vont financer les organismes sociaux secus et une partie c'est la fiscalité la + importante.
Le taux de PO représente à part près 45% du PNB
taux assez élevé qui traduit la forte intervention de l'état dans l'économie.
La fiscalité en France est parfois contestée, critiquée (IV)
et c'est parfois complexe.

Place essentielle de la TVA (Impôt indirect) c'est un impôt qui parfois pèse injuste car tant le monde le paye quelque soit le niveau de revenu et la situation familiale. (Impôt Inégalitaire)
on ne s'en rend pas compte.

- L'impôt sur le revenu à une place limitée alors que c'est un impôt plus juste car il prend en compte le revenu et la situation familiale. En France plus de la moitié des contribuables ne paient pas d'impôt sur le revenu.

Aujourd'hui on a un pb qui se pose du fait de la mondialisation et de la construction européenne, concurrence fiscale entre les états. Les états ou les PO sont plus faibles pour être plus attractifs pour les entreprises.

Il faudrait peut-être mettre en place une certaine harmonisation fiscale, ce qui est très difficile à réaliser car la fiscalité est très différente.

Il y a eu qq efforts de fait par exemple sur la TVA, réduire la TVA à 2 Taux dans chaque pays

- taux réduit autour 5% (5,5% en France)
- taux normal (15 et 20%) (19,6 en France)

Il reste bcp à faire par l'harmonisation on est loin.

2) les dépenses de l'état

- Education, recherche, culture 22%
- la défense 12%
- emploi et solidarité 12%
- intérêt de la dette de l'état 12%
- Police, justice 10%
- contribution au collectivité locale 14%
- budget UE 5%

c) Etat (vient)

Rôle qui existe dans tous les pays développés même les plus libéraux. Commande passé par l'état et la collectivité locale et qui fait travailler l'économie et les entreprises. Equipement, travaux d'investissement de grande entreprise publique.

Tactique Keynésienne de soutien à l'économie.

Somme considérable 10-15% PNB. Certains secteurs sont particulièrement concernés; Aéronautique, bâtiment...

Reagan 80-84 (puis 84-88)

Libéral

↓ dépense sociale
→ dépense militaire.

("Keynésienne ~~libérale~~ militaire")

Traçait à l'origine les marchés publics destinés aux entreprises nationales.

Avec l'UE le marché unique, les marchés publics doivent être ouverts à la concurrence.

Dans la réalité les entreprises nationales restent favorisées.

D) Etat incitateur

L'état va orienter les actions des agents économiques (aide, exonération fiscale ...)

Règle très stricte qui concerne des domaines très variés

- aide à la consommation

- aide à l'emploi

(CIE, contrat initiative emploi)
aide à l'embauche des chômeurs
longue durée

- aide à la création d'entreprise

(par l'état et par les collectivités
locales)

Plan de relance pour la ville (Juppé 97)
→ incite à la création d'entreprise
dans le quartier.

- aide à l'investissement

- aide à l'innovation

- aide à l'exportation

Il existe des aides au niveau européen
par exemple en matière d'agriculture
les subventions proviennent surtout de la PAC

Toutes ces aides ont pour but de corriger les pb économiques
et sociaux à court terme en général.

Le Bilan est à nuancer et les libéraux critiquent
ce système d'aide

Ces aides ont un coût élevé du fait de leur mb

système d'aide trop complexe sur
un plan administratif, effet décourageant

=> démarche simplifiée.

efficacité des aides ~~est~~ chutée
effet d'aubaine pour les aides à l'emploi:
les entreprises percevaient des aides pour des
emplois qu'elle avait créés qui n'
l'effet stimulant sur l'emploi restait limité.

Depuis quelques années il y a une tendance
à nationaliser les aides pour freiner les dépenses
de l'état. (ex: pour les chômeurs création d'entreprise)

E) Etat législateur.

Rôle important car il détermine le cadre
juridique dans lequel l'économie s'exerce -
droit de la concurrence
droit de la concurrence
droit du travail

- législation sur la concurrence
protection de la libre concurrence
surveillance des pratiques abusives de position
dominante.
refus du rachat d'Orange par Coca (98)

une partie de ses compétences s'exerce au niveau
Européen

(Romana Prodi: Président Commission Européenne)

- la loi Royer (73) qui contrôle l'implantation des grandes surfaces
- Interdiction du dumping (vente à perte)

• législation sur les prix

En occ de marché les prix sont libres

Un texte de 1945 donnait la possibilité à l'Etat de bloquer les prix, supprimé en 1986

Il ne reste que quelques cas spécifiques de contrôle des prix (les loyers)
(situation exceptionnelle ; passage à l'€)

• le Droit du travail

Etat protecteur, au cours du ~~XX~~^{XXI}^e le droit du travail s'est développé, depuis 20 on a recherché de flexibilité à assouplir le droit du travail.

De nombreuses législations non éco vont se répercuter sur l'éco :

- loi sur la contraception (2 Natalité)
- législation sur l'environnement

Dans les états les + libéraux les législations sont moins contraignantes pour les entreprises.

F) Etat protecteur
voir chap sur les revenus

IV Evolutions de l'état depuis 20 ans

Remise en question de l'intervention
de l'état (à nuancer selon les pays)

A) Critique de l'Analyse Keynésienne

Certaines idées de Keynes sont
plus difficile à mettre en place
notamment la question des relances
de l'économie

⇒ les états déjà endettés dans
le financement des politiques de
relance pose alors pb
 Dette $\uparrow$ $\rightarrow$ $\uparrow$ $\rightarrow$ $\uparrow$ d'e

⇒ Mondialisation de l'économie
elle rend plus incertain les résultats
d'une politique de relance
l'économie de année 30 ne
comptait pas sur la mondialisation.

Si l'état relance l'éco par des dépenses supplémentaires, cela va créer plus de revenus, donc plus de consommation. Dans une économie ouverte sur l'étranger, une partie de cette consommation sera satisfaite par des importations donc ça ne fait pas travailler les entreprises nationales.

la relance de l'économie risque donc non seulement d'être inefficace mais aussi d'aggraver la situation (dette, déséquilibre de la balance commerciale)

81/82 : Politique de relance Maastricht
ça n'a pas marché

Contrainte eschémien

Il y a une solution envisageable, plusieurs états partenaires commerciaux peuvent relancer leur économie au même moment donc les importations de uns sont compensées par celles des autres.

Principe de relance concertée

Cette solution reste difficile à mettre en œuvre.

- convergence difficile entre les pays
- gouvernements de tendance différentes.

Il y a eu un projet de 06 au début 90

(grand travaux ferroviaires)

incompatible avec l'Euro (limitation des dettes)